



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/17447  
6 septembre 1985  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 13 JUIN 1985, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE  
SECURITE PAR LE REPRESENTANT ADJOINT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Au nom du commandement unifié établi en vertu de la résolution 84 (1950) du Conseil de sécurité, en date du 7 juillet 1950, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint un rapport du Commandement des Nations Unies concernant l'application de la Convention d'armistice de 1953 pendant la période allant du 1er janvier 1984 au 31 décembre 1984.

Je demande que le texte de la présente lettre ainsi que du rapport du Commandement des Nations Unies soit distribué en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

(Signé) Harvey J. FELDMAN

## Annexe

### Rapport du Commandement des Nations Unies concernant l'application de la Convention d'armistice de 1953 pendant la période allant du 1er janvier 1984 au 31 décembre 1984

#### 1. Historique

Le Commandement des Nations Unies a été créé en vertu de la résolution 84 (1950) du Conseil de sécurité, en date du 7 juillet 1950. Dans cette résolution, le Conseil recommandait l'établissement d'un commandement unifié des Forces des Nations Unies en Corée, sous l'autorité des Etats-Unis, et priait également les Etats-Unis "de fournir au Conseil de sécurité des rapports d'importance et de fréquence appropriés concernant le déroulement de l'action entreprise sous l'autorité du commandement unifié". Le Commandant en chef des Forces des Nations Unies a signé le 27 juillet 1953 la Convention d'armistice en Corée. Conformément au paragraphe 17 de la Convention d'armistice, ses successeurs dans ses fonctions sont chargés d'assurer le respect et l'application des clauses et dispositions de la Convention. Le Commandement des Nations Unies continue de s'acquitter de son rôle et de ses obligations en vertu de ladite convention. Ceux-ci comprennent sa participation aux activités de la Commission militaire d'armistice. Compte tenu de l'attaque dirigée sans provocation, le 23 novembre 1984, contre les gardes de sécurité du Commandement des Nations Unies et un transfuge soviétique dans la zone commune de sécurité - où la Commission militaire d'armistice se réunit - épisode sans précédent dans l'histoire de Panmunjom, le Commandement des Nations Unies estime que le présent rapport au Conseil de sécurité, qui fait état de ce grave incident, est d'une importance exceptionnelle. Le précédent rapport du Commandement des Nations Unies au Conseil de sécurité (S/16694) a été présenté à ce dernier le 15 juin 1984.

#### 2. Mécanisme et modalités de l'armistice

La Convention d'armistice en Corée vise à assurer "la cessation complète des hostilités et de tous actes de guerre en Corée jusqu'à ce qu'intervienne un règlement pacifique définitif". Les "forces en présence" comprennent toutes les unités terrestres, navales et aériennes des deux parties. Le Commandant en chef des Forces des Nations Unies a signé la Convention d'armistice au nom des 16 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de la République de Corée, qui ont fourni des troupes au commandement unifié. Les commandants de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois ont signé la Convention au nom des Forces de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois.

##### a) Commission militaire d'armistice

La Commission militaire d'armistice établie par la Convention d'armistice en Corée a pour mission "de surveiller la mise en oeuvre de la présente convention d'armistice et de régler par voie de négociation toutes les violations de ladite convention". La Commission est un organisme international commun composé de 10 membres : 5 officiers supérieurs du côté du Commandement des Nations Unies et 5 du côté de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois.

Le Commandant en chef des Forces des Nations Unies a nommé 1 membre des Etats-Unis, 2 membres de la République de Corée, 1 membre du Royaume-Uni et 1 membre choisi par roulement parmi les 4 autres Etats Membres représentés dans le Commandement des Nations Unies de l'ONU (Australie, Canada, Philippines et Thaïlande). La Commission militaire d'armistice se réunit à la demande de l'une ou l'autre partie dans la zone commune de sécurité, plus communément appelée Panmunjom, à l'intérieur de la zone démilitarisée. Afin d'aider la Commission à s'acquitter de sa mission, la Convention d'armistice prévoit un secrétariat commun qui est en liaison téléphonique ininterrompue avec les officiers de permanence des deux parties qui se trouvent à Panmunjom. Les officiers de permanence des deux parties se réunissent eux aussi quotidiennement, sauf les dimanches et jours fériés, et sont le canal utilisé par les deux parties pour communiquer. Depuis la signature de l'armistice, la Commission a tenu 426 réunions plénières, et le secrétariat 474 réunions. La Commission, ou l'officier de rang le plus élevé de chacune des parties, est autorisée aux termes du paragraphe 27 de la Convention d'armistice à envoyer des équipes mixtes d'observateurs pour enquêter sur les violations de la Convention d'armistice signalées dans la zone démilitarisée. L'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont toutefois paralysé cette fonction de la Commission en refusant de participer aux enquêtes communes que lui a proposées le Commandement des Nations Unies depuis avril 1967. Au cours de la seule période couverte par le présent rapport, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont refusé à 10 reprises de participer à des équipes mixtes d'observateurs que le Commandement des Nations Unies avait proposé de créer pour mener des enquêtes communes sur des incidents signalés dans la zone démilitarisée.

b) Commission neutre de contrôle

Cette commission, établie par la Convention d'armistice en Corée, se compose de quatre membres, désignés par la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Elle a pour responsabilité principale de procéder à des inspections indépendantes et à des enquêtes portant sur des faits se rattachant à l'armistice, y compris des violations commises hors de la zone démilitarisée, et de faire rapport à la Commission militaire d'armistice. Bien que ses fonctions essentielles d'inspection et d'enquête aient été fortement limitées du fait de l'obstruction opposée par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, la Commission neutre de contrôle est sans aucun doute un facteur très utile de stabilisation et sert également de moyen de communication indirecte entre les deux parties de la Commission militaire d'armistice. Elle tient des réunions hebdomadaires dans la zone commune de sécurité, à Panmunjom.

c) Rôle de la République de Corée

Un aspect unique de la Convention d'armistice en Corée est qu'aucun Etat n'en est signataire. Le Commandant en chef des Forces des Nations Unies a signé la Convention d'armistice au nom d'un commandement unifié composé des forces militaires de 16 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de la République de Corée. Au cours des négociations sur l'armistice et ultérieurement, le Gouvernement de la République de Corée a donné l'assurance, sur la demande de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois, qu'il se conformerait à la Convention d'armistice. La République de Corée fournit aujourd'hui le plus gros contingent de la "police civile" qui est chargée de

maintenir la sécurité et l'ordre dans la partie de la zone démilitarisée placée sous le contrôle du Commandement des Nations Unies. Le Gouvernement et les forces armées de la République de Corée respectent les dispositions de la Convention d'armistice et collaborent avec le Commandement des Nations Unies pour en assurer l'application, et des officiers supérieurs de la République de Corée fournissent constamment leurs services à la Commission.

3. Activités de la Commission militaire d'armistice  
du Commandement des Nations Unies

C'est normalement au cours des réunions de la Commission militaire d'armistice que sont examinés les incidents graves concernant la Convention d'armistice et les questions importantes liées à l'armistice. Ces réunions, ainsi que la liaison téléphonique permanente entre les deux parties, permettent de prévenir l'intensification de la tension qui résulterait d'incidents fortuits et d'éventuels malentendus. La Commission est un moyen de communication apprécié, comme en témoigne le fait que les deux parties continuent à faire appel à elle. Au cours de la période couverte par le présent rapport, une réunion de la Commission militaire d'armistice a été convoquée par le Commandement des Nations Unies et deux réunions ont été convoquées par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois. Le Commandement des Nations Unies a accusé l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, durant la période couverte par ce rapport, d'avoir ouvert le feu sur la partie de la zone démilitarisée du Commandement des Nations Unies à travers la ligne de démarcation militaire, d'avoir introduit des armes lourdes interdites dans la zone démilitarisée, d'avoir élevé des fortifications dans la zone démilitarisée, et de s'être livrés sans provocation à une attaque armée dans la zone commune de sécurité le 23 novembre 1984.

(On trouvera un compte rendu de cet incident dans l'appendice du présent rapport.) Malgré ces actes hostiles répétés et délibérés de la République populaire démocratique de Corée, qui ont très sensiblement augmenté la tension, le Commandement des Nations Unies a surtout essayé d'encourager l'adoption de mesures positives de nature à réduire celle-ci. (Les propositions positives présentées par le Commandement des Nations Unies lors des réunions de la Commission militaire d'armistice sont également examinées dans l'appendice au présent rapport.) Les Nord-Coréens ont au contraire utilisé ces réunions pour diffuser de la propagande politique mensongère, ce qui n'entre pas dans les attributions de la Commission militaire d'armistice, et se sont refusés à répondre de façon positive aux initiatives prises par le Commandement des Nations Unies pour réduire la tension militaire. Les deux réunions convoquées par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont été utilisées à des fins de propagande politique. Au cours de la période couverte par le présent rapport, le Commandement des Nations Unies a accusé, preuves à l'appui, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois de plus de 2 000 violations de la Convention d'armistice. Ces accusations ont été portées sans délai à la connaissance de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois, soit par téléphone soit lors des réunions quotidiennes des officiers de permanence des deux parties dans la zone commune de sécurité (Panmunjom), pour leur permettre de mettre un terme aux violations en cours ou de procéder à des enquêtes en temps voulu pour empêcher qu'elles ne se reproduisent.

#### 4. Conclusions

Depuis plus de 31 ans, la Commission militaire d'armistice est le seul mécanisme international commun et le seul moyen de communication officiel qui permette de maintenir l'armistice entre les deux commandements militaires adverses en Corée. Le Commandement des Nations Unies et la République de Corée ont fait preuve d'une grande modération devant la campagne de violence et de provocation dont elles n'ont cessé de faire l'objet de la part de la République populaire démocratique de Corée et ont démontré en outre qu'elles souhaitent sincèrement réduire la tension dans la péninsule coréenne. Le Commandement des Nations Unies continuera à s'acquitter des obligations que lui fait le mandat dont l'a investi la Convention d'armistice et à répéter qu'il est prêt et résolu, conformément aux dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, à préserver la paix et la sécurité jusqu'à ce que les parties directement intéressées puissent conclure des arrangements plus permanents pour assurer la paix en Corée. Le Commandement des Nations Unies fournit un cadre et un patronage international qui se sont révélés très utiles pour préserver cette convention d'armistice au cours des 31 dernières années.

## Appendice

### Incidents et problèmes graves examinés par la Commission militaire d'armistice ou la concernant (1er janvier 1984-31 décembre 1984)

#### 1. Renflouement d'un navire ayant transporté des agents nord-coréens armés

Le 9 avril 1984, la marine de la République de Corée a renfloué au large de Pusan un navire qu'un de ses bâtiments avait coulé après qu'il eût servi à infiltrer, le 3 décembre 1983, deux agents nord-coréens armés sur le territoire de la République de Corée. Le navire intrus était un semi-submersible équipé d'un cockpit et de compartiments entièrement étanches ainsi que de valves et de systèmes de pompage submersibles le rendant invulnérable aux vagues. Lorsqu'à la 423ème séance de la Commission, le 23 décembre 1983, le Commandement des Nations Unies a accusé la Corée du Nord d'avoir introduit en République de Corée, le 3 décembre 1983, deux agents armés (qui ont été capturés vivants), le représentant de la Corée du Nord a tourné en dérision les dires de l'officier supérieur du Commandement des Nations Unies, arguant que le 3 décembre 1983 la mer était agitée par des vagues de deux mètres de creux et que le navire en question, qui était un bâtiment de cinq tonnes, n'aurait pu opérer dans ces conditions; par conséquent, selon lui, les accusations du Commandement des Nations Unies étaient une pure invention. A la 425ème séance de la Commission, le 13 juin 1984, l'officier supérieur du Commandement des Nations Unies a produit des photographies montrant la marine de la République de Corée en train de renflouer le navire espion, et il a ajouté que ces photographies apportaient la preuve irréfutable que la Corée du Nord avait commis une grave violation de la Convention d'armistice en faisant pénétrer ce navire dans les eaux de la République de Corée, le 3 décembre 1983, aux fins de l'infiltration d'agents armés.

#### 2. Attaque armée non provoquée de la Corée du Nord contre des gardes du Commandement des Nations Unies et un transfuge soviétique dans la zone commune de sécurité à Panmunjom

Conformément à la Convention d'armistice, la zone commune de sécurité a été établie le long de la ligne de démarcation militaire, à Panmunjom. Cette zone quasi circulaire, d'environ 800 m de diamètre, abrite les locaux à usage de bureaux et salles de conférence de la Commission militaire d'armistice, de la Commission neutre de contrôle et du bureau de liaison Nord-Sud de la Croix-Rouge. Autrefois, la zone était contrôlée et entretenue comme lieu de conférences par la Force de sécurité commune, composée du Commandement des Nations Unies d'une part et d'un détachement nord-coréen/chinois d'autre part. Après l'assassinat tragique de deux officiers du Commandement des Nations Unies, tués le 18 août 1976 à coups de hache, par des gardes nord-coréens plus nombreux, la zone commune de sécurité a été divisée, le long de la ligne de démarcation militaire. Dans le même temps, la Force commune de sécurité a été scindée pour éviter d'éventuelles échauffourées. Un accord sur la surveillance et la protection de la zone commune de sécurité a été conclu le 6 septembre 1976. En vertu de cet accord, il est expressément interdit au personnel chargé de la sécurité de la zone de franchir la ligne de démarcation pour pénétrer dans la zone de l'autre partie. La Convention d'armistice interdit en outre l'introduction d'armes automatiques dans la zone commune de sécurité.

Le 23 novembre 1984, à 11 h 30 environ, un groupe de visiteurs est arrivé au bâtiment qui abrite la Commission militaire d'armistice, sous la conduite de Nord-Coréens. A 11 h 35 environ, un membre de ce groupe, M. Vasilii Yakovlevich Matuzok, ressortissant soviétique, a traversé en courant le bâtiment de la Commission dans toute sa longueur et franchi la ligne de démarcation militaire en direction des gardes de sécurité du Commandement des Nations Unies postés au sud du bâtiment. M. Matuzok a crié en anglais : "Au secours : Protégez-moi!". Devant cet appel à l'aide, l'un des gardes a commencé à courir avec M. Matuzok vers l'un des points de contrôle du Commandement des Nations Unies. A ce moment, l'un des gardes nord-coréens s'est mis à poursuivre le fugitif, a franchi la ligne de démarcation militaire en courant, pénétré dans la partie de la zone commune de sécurité relevant du Commandement et commencé à tirer par longues rafales sur M. Matuzok et le garde de sécurité. Cinq à dix autres gardes nord-coréens ont franchi la ligne de démarcation militaire, l'arme au poing, et suivi son exemple. M. Matuzok et le garde se sont alors séparés. Tout ceci s'est passé 30 à 40 secondes après que M. Matuzok ait franchi la ligne de démarcation militaire. Trois gardes nord-coréens au moins ont dépassé la ligne de démarcation de 150 mètres au minimum et pénétré profondément dans la zone relevant du Commandement des Nations Unies, se rendant coupables de la violation la plus grave de la Convention d'armistice. C'est alors que les gardes du Commandement des Nations Unies, usant de leur droit de légitime défense, ont commencé à tirer à leur tour contre les gardes nord-coréens. Dans cet échange de coups de feu, un garde du Commandement a été tué par une balle de fusil d'assaut automatique (type 68) et un autre blessé. Parmi les gardes nord-coréens, il y a eu trois morts et un nombre indéterminé de blessés. On a observé que, pendant cet échange d'autres gardes nord-coréens, dont le nombre pouvait atteindre 17, progressaient armés de fusils d'assaut automatique (type 68) au sud de la route conduisant à un point de contrôle du Commandement des Nations Unies. A 11 h 56 environ, l'officier nord-coréen de service dans la zone commune de sécurité a téléphoné à son homologue du Commandement des Nations Unies pour lui demander de faire cesser le feu, affirmant qu'une initiative en ce sens avait déjà été prise du côté nord-coréen. A 11 h 59 environ, le Commandement des Nations Unies a approuvé la demande de cessez-le-feu et autorisé huit Nord-Coréens non armés à franchir la ligne de démarcation militaire et à évacuer les Nord-Coréens tués ou blessés de la partie de la zone commune de sécurité relevant du Commandement. Le général de division Jordan, membre de la délégation suisse à la Commission neutre de contrôle, et deux autres officiers de cette commission ont observé le déroulement de cette évacuation; il convient de noter qu'ils ont joué un rôle très utile et illustré la raison d'être de la Commission neutre de contrôle en aidant à désamorcer ce tragique incident.

Le Commandement des Nations Unies a immédiatement convoqué la 426ème réunion de la Commission militaire d'armistice, qui s'est tenue le 26 novembre 1984, et accusé la Corée du Nord d'avoir commis une grave incursion armée et attaqué les gardes du Commandement des Nations Unies et le transfuge soviétique, ce qui constituait une grave violation des paragraphes 6, 12 et 17 de la Convention d'armistice ainsi que de l'accord ultérieur du 6 septembre 1976. Le Commandement des Nations Unies a produit à cette réunion les coiffures d'uniformes nord-coréens et les cartouches de pistolet et de fusil d'assaut automatique (type 68) recueillies sur les lieux de l'incident dans la partie de la zone commune de sécurité relevant du Commandement, bien en-deçà de la ligne de démarcation. Il a

également produit des photographies montrant les gardes nord-coréens armés de fusils automatiques, très à l'intérieur de la partie de la zone commune de sécurité relevant du Commandement. De plus, il a fait entendre une bande magnétique qui avait été enregistrée dans la salle de conférence de la Commission militaire d'armistice et où l'on pouvait reconnaître les cris de gardes nord-coréens ("Haut les mains!"), des coups de pistolet et des tirs de fusil automatique (type 68). Enfin, le Commandement a projeté une interview sur bande magnétoscopique de M. Matuzok, qui déclarait avoir volontairement franchi la ligne de démarcation militaire au pas de course pour trouver la liberté et n'avoir aucun désir de retourner en Corée du Nord. A cette réunion, le Commandement des Nations Unies a exigé que l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois a) instituent des mesures et des procédures de commandement et de contrôle en vue d'empêcher qu'un tel incident ne se reproduise; b) prennent des sanctions à l'égard des responsables de l'incident; c) présentent des excuses pour les actes hostiles commis par leurs gardes dans la partie de la zone commune de sécurité relevant du commandement.

### 3. Initiatives du Commandement des Nations Unies

Au cours de la période considérée, le Commandement des Nations Unies a pris des initiatives constructives et positives pour réduire la tension militaire résultant des actes continus d'hostilité perpétrés par la République populaire démocratique de Corée et du renforcement incessant de ses forces militaires. Le Commandement des Nations Unies a relancé ses initiatives antérieures propres à favoriser la détente et a présenté une nouvelle mesure qui permettrait de réduire très sensiblement la tension au cas où les Nord-Coréens l'accepteraient.

#### a) Notification mutuelle des principaux exercices d'entraînement militaire

Les exercices d'entraînement ne constituent pas en eux-mêmes une violation de la Convention d'armistice; cependant, des activités et mouvements militaires secrets tels que ceux auxquels la République populaire démocratique de Corée se livre pourraient entraîner un malentendu. Le Commandement des Nations Unies continue donc à chercher à amener les Nord-Coréens à répondre de façon constructive à sa proposition de notification mutuelle des principales activités d'entraînement militaire, afin d'éviter de possibles malentendus et erreurs d'appréciation. Toutefois, les Nord-Coréens n'ont pas fait de réponse constructive à cette proposition propre à réduire la tension. Pour démontrer sa bonne foi, le Commandement des Nations Unies a fait savoir le 28 décembre 1983 à la République populaire démocratique de Corée (avant de l'annoncer officiellement) que l'exercice "Team Spirit 84" aurait lieu du début février à la mi-avril 1984.

#### b) Invitation à observer le déroulement de l'exercice "Team Spirit 84"

Le 21 janvier 1984, le Commandement des Nations Unies a invité les cinq représentants de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois siégeant à la Commission militaire d'armistice (un Chinois et quatre Nord-Coréens), ainsi que les quatre principaux membres de la Commission neutre de contrôle à venir se rendre compte par eux-mêmes du caractère non provocateur de l'exercice "Team Spirit 84". A la 424ème séance de la Commission militaire



d'armistice tenue le 22 février 1984, le Commandement des Nations Unies les a de nouveau invités à assister par eux-mêmes à l'exercice "Team Spirit 84". Les Nord-Coréens ont répondu à l'invitation du Commandement des Nations Unies par une tirade de propagande mensongère, qualifiant l'exercice en question de prélude à une invasion de la République populaire démocratique de Corée.

c) Examen à huis clos des initiatives du Commandement des Nations Unies par les secrétaires de la Commission militaire d'armistice

A la 425ème séance de la Commission militaire d'armistice et dans le cadre d'une nouvelle initiative propre à réduire la tension militaire, le Commandement des Nations Unies a proposé que les secrétaires de la Commission tiennent des séances à huis clos, afin de rechercher les mesures mutuellement acceptables susceptibles d'atténuer la tension militaire. Le Commandement des Nations Unies a demandé à la République populaire démocratique de Corée d'étudier avec soin cette occasion de réduire les tensions militaires et de démontrer concrètement en outre l'attachement à la paix dont elle se flatte. Les Nord-Coréens ont néanmoins de nouveau ignoré cette proposition constructive du Commandement des Nations Unies.

4. Livraison des secours d'urgence offerts par la Corée du Nord et dialogue entre le Sud et le Nord

Le 8 septembre 1984, la Société nord-coréenne de la Croix-Rouge a offert des secours d'urgence en nature aux victimes des inondations en Corée du Sud. La Société de la Croix-Rouge de la République de Corée a accepté l'offre de la Corée du Nord, la considérant comme un geste propre à améliorer les relations entre le Sud et le Nord. Son président a exprimé l'espoir que cette acceptation serait une occasion de promouvoir une atmosphère de réconciliation et d'assistance mutuelle entre la Corée du Sud et la Corée du Nord. Le 19 septembre 1984, la Corée du Nord a accepté de livrer les secours à Panmunjom et dans les ports d'Inchon et de Pukpyong. Le 28 septembre 1984, ainsi qu'il avait été convenu le 18 septembre lors d'une réunion de travail dans la zone commune de sécurité, la liaison téléphonique directe entre le Sud et le Nord a été rétablie.

Les 29 et 30 septembre 1984, la République démocratique populaire de Corée a livré du riz, du linge et des fournitures médicales à la République de Corée en transitant par la zone commune de sécurité. Les camions ont dû effectuer 1 393 trajets pour acheminer ces livraisons vers le village de Taesong-dong, dans la partie de la zone démilitarisée placée sous le contrôle du Commandement des Nations Unies et adjacente à la zone commune de sécurité (Panmunjom). Avant la dernière livraison et avant de repartir pour le nord, les représentants de la Croix-Rouge nord-coréenne sont convenus d'accepter 828 paquets cadeaux que la République de Corée avait offerts aux chauffeurs nord-coréens pour les remercier d'avoir participé personnellement à l'opération. Entre le 29 septembre et le 3 octobre 1984, des navires de la République populaire démocratique de Corée ont également transporté du ciment dans les ports d'Inchon et de Pukpyong (République de Corée). Cette opération de livraison de secours en nature en des points multiples est la première du genre depuis la création, en 1948, de deux gouvernements antagonistes en Corée du Nord et en Corée du Sud.

Une fois achevée la livraison des secours d'urgence le 3 octobre 1984, les responsables des deux Croix-Rouge ont proposé que de nouvelles rencontres soient organisées pour examiner diverses questions. Comme suite à cette proposition, d'autres réunions Sud-Nord ont eu lieu, notamment la première réunion économique au niveau gouvernemental entre le Sud et le Nord tenue le 15 novembre 1984. Au total, sept réunions intéressant le Nord et le Sud ont eu lieu en 1984; elles se sont toutes tenues dans la salle de conférence de la Commission neutre de contrôle située dans la zone commune de sécurité à Panmunjom. Bien qu'il n'ait pas participé aux négociations proprement dites, le Commandement des Nations Unies a fourni toute l'assistance possible aux organismes de la République de Corée participant aux activités et aux pourparlers entre le Sud et le Nord. Le Commandement des Nations Unies a fourni les lieux de conférence, les services de sécurité et l'appui administratif nécessaires aux entretiens. Le village de Taesong-dong, dans la zone démilitarisée administrée par le Commandement des Nations Unies, a servi de lieu de livraison et de réception des secours d'urgence acheminés via la zone commune de sécurité. Là encore, le Commandement des Nations Unies a fourni les services de sécurité et l'appui administratif nécessaires à cette opération historique qui a été exécutée avec la plus grande compétence tant par la Corée du Sud que par la Corée du Nord.

##### 5. Comportement des Nord-Coréens à la Commission militaire d'armistice

Les Nord-Coréens se sont montrés réticents à coopérer avec la Commission militaire d'armistice pour qu'elle puisse s'acquitter de la mission qui lui a été confiée. Ils ont toujours refusé de s'associer aux enquêtes menées sur les violations graves de la Convention d'armistice et se sont totalement désintéressés de toute discussion constructive touchant les mesures susceptibles de réduire les tensions militaires. Les Nord-Coréens déclinent systématiquement toute responsabilité quant à ces graves violations, à savoir les actes d'hostilité sans cesse perpétrés contre le Commandement des Nations Unies et la République de Corée, même lorsqu'on leur fournit la preuve indiscutable du contraire. Ils rejettent ces preuves comme de "pures inventions" et continuent d'utiliser la tribune que leur offre la Commission militaire d'armistice pour se livrer à des attaques de propagande, cherchant ainsi à rejeter la responsabilité des tensions en Corée sur le Commandement des Nations Unies et sur la République de Corée.

-----